

La signature

Franck Olivier

Franck Olivier

La signature

© Franck Olivier, 2024

ISBN numérique : 979-10-405-5792-0

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Le désespoir est toujours une soumission »

Romain Gary

(« *Les cerfs-volants* »)

Né Roman Kacew, russe de confession juive.

Deux fois Prix Goncourt

Compagnon de la Libération

Le soleil est toujours aussi pâle, comme évanescent. Le « Paris Centre » n'annonce même pas 10 degrés demain matin à Lyon ; il ne doit pas faire plus de 15 cet après-midi ici, et j'étouffe. Une onde d'humidité, tiède et glacée à la fois, se répand insidieusement dans la ville, d'une rue à l'autre, à travers les parcs, le long des murs et je suffoque. Je n'en peux plus, je dois quitter cet endroit aussi vite que je peux, je cours ; Rue Banville, l'avenue Briand sans se retourner une seconde ; je trébuche, ma cheville plie, je dois pourtant courir plus vite encore. Square Albert I^{er}, comment l'oublierai-je celui-là : quelle honte un jour comme aujourd'hui... Un taxi klaxonne, lâche un juron, je ne l'entends pas. Je viens de lui couper la route. Je cours vers le pavillon ; je dois pleurer également : je n'y vois plus que d'un œil, mes lunettes embuées glissent. Jamais il n'a dû faire si froid en juillet, ce n'est pas possible. Je les hais, je ne veux plus, je ne les supporte plus. Comment ont-ils pu faire cela ? Comment ont-ils pu en arriver là ? Comment ont-ils osé ? Après tout ce que j'ai enduré, après tout ce que j'ai déjà perdu, après tous ceux qui me manquent à en crever, comment une telle catastrophe peut-elle encore se produire et me tomber dessus ?

Je cours, mon souffle se fait lourd ; je ne salue pas ces collègues que je connais pourtant bien. Que doivent-elles penser de moi ? Tout m'est égal maintenant, au fond. Pourtant, je n'aurais pas dû. Un garçon de la brasserie en face me sourit et me fait un grand signe de la main. Je ne lui réponds pas. Je n'aurais pas dû non plus. Il a toujours été si aimable avec moi. Je ne me reconnais plus... Je ne reconnais de toute façon plus rien, plus personne, cet après-midi. Ou, plutôt, tout et tous ceux ce que je croyais connaître, écouter, admirer, tout ce que je croyais tout court, se disloque soudain, explose, sombre...

Le pavillon, je me précipite, traverse le rez-de-chaussée comme une furie. Le

garde s'est levé d'un bond, il m'a reconnu mais ne dit pas un mot. Il me suit des yeux, stupéfait, figé, ne comprenant rien à ce qui se passe. Il n'a d'ailleurs pas le temps de dire quoi que ce soit, la porte du secrétariat claque derrière moi. J'installe ma machine à écrire dans de véritables spasmes de peur et de colère. Mes larmes se déversent sur le clavier, tachent le papier. Ma collègue Jeanne-Marie me regarde comme si j'étais soudain une folle. Elle rase la cloison, sort. Je dois écrire, tout écrire, le supplier ! Je dois tout lui dire.

Tout lui dire et il ne signera pas.

Présidence de la République
Secrétariat du Secrétaire général
Pavillon Sévigné, Vichy (Allier)
10 juillet 1940,
6 heures et demie du soir.

Monsieur le Président de la République,

Je vous en prie, ne signez pas. Je sais très bien – j’ai ce vieux manuel jauni sous les yeux – que l’article 3 de votre loi constitutionnelle du 25 février 1875 dispose que le Président « promulgue les lois lorsqu’elles sont votées par les deux assemblées », et que l’usage a toujours été de le faire, de toujours signer, quoi que le Président en pense, quelles que soient les circonstances et quel que soit le contenu de ces lois. Vous avez des prédécesseurs de droite qui ont signé des lois de gauche, des hommes de gauche qui ont signé des lois de droite et même des croyants sincères qui ont signé la séparation de l’Église et de l’État comme les Inventaires...

Il en est de même, je pense, dans toutes les démocraties parlementaires, y compris chez moi en Belgique pour le roi. Enfin, « c’était » de même, avant ce grand désastre dans lequel nous essayons tous de surnager, de survivre, de comprendre, depuis deux mois. « Avant », quand il existait encore la Belgique que tout le monde connaît, que son gouvernement ne siégeait pas dans une école communale à Sauveterre en Guyenne, chez vous, à côté de Bordeaux, et que notre roi Léopold ne se considérait pas comme « prisonnier des Allemands dans son propre palais ». « Avant » donc, « avant » que la France ne s’effondre

également, ne rende les armes et que vous vous retrouviez avec une ville thermale de province comme capitale, vos services installés dans d'anciennes chambres de bonne... Je n'arrive d'ailleurs toujours même pas à croire ce que je viens de vous écrire là, et je le lis et relis encore, effarée !

Comme tous vos prédécesseurs à l'Élysée, y compris le monarchiste Mac Mahon je pense, depuis que votre République existe, voilà soixante-dix ans, le chef de l'État a toujours signé les lois votées par vos assemblées, toutes et n'importe lesquelles, et vous de même depuis huit ans. Vous l'avez toujours fait, même quand vous disiez en plein Conseil de ministres, en le faisant savoir à la presse, que les lois du Front populaire ne vous plaisaient aucunement. Même les journaux belges le rapportaient et nous avions l'impression qu'une véritable « révolution bolchevique » avait commencé chez vous ! Je sais bien tout cela, et je vous ai encore entendu cent fois le dire et redire, même depuis ces dernières semaines, pourtant complètement inouïes et cauchemardesques ; depuis ces cinquante et quelques jours hallucinés, et autant de nuits sans sommeil ou presque, où je me retrouve au secrétariat d'André Magre, votre secrétaire général, par les hasards et cataclysmes de cette guerre : « Vous ne considérez aucune autre forme de souveraineté et de légitimité » que celle qui se dégage de votre Chambre des députés et de votre Sénat, que c'est « d'eux et d'eux seuls que vous êtes le mandataire ». Que c'est « eux et eux seuls » enfin qui vous ont élu, réélu même en avril 1939, et que c'est « devant eux, et eux seuls » que vous vous démettriez s'ils le voulaient. J'ai noté toutes vos phrases sur ce sujet ! Vous ne voulez pas vous y soustraire, vous n'y pensez même pas tant c'est ancré, je pense, au plus profond de vous depuis votre première élection locale, en 1898 je crois, vingt ans avant ma naissance. Vous asseoir sur une loi votée, vous ne l'avez peut-être même jamais imaginé un instant. Pourtant là, vraiment, je vous en prie, je vous en prie Monsieur le Président, il ne faut pas que vous signiez cette loi.

Vous ne devez pas signer cette soi-disant loi constitutionnelle parce que tout ce que vous avez dit, tout ce que vous pensez, sur la « souveraineté des assemblées », la « volonté nationale », le parlement... tout cela est vrai, c'était vrai du moins, mais « avant ». Avant, quand « nous » – vous surtout et moi à un bien plus modeste niveau – vivions une période « normale », « avant » donc ;

avant ces cataclysmes, avant surtout que ne surgissent – et de vos propres rangs ! – des gens qui n’y croient plus, qui ne veulent plus de parlement, plus de peuple, plus de choix, plus de libertés et plus de votes. Votre défaite militaire est une chose – proprement impensable d’ailleurs déjà pour moi qui suis née en 1918 – mais il s’agit de bien autre chose ce soir : j’ai vu, j’ai entendu, se propager près de moi, comme une marée froide et funeste, ces jours derniers, et aujourd’hui plus encore, ces élus qui ne veulent plus de démocratie, ces républicains qui ne veulent plus de République, ces Français qui ne veulent plus de France même !

Et puis, par-dessus tout, j’ai vu, j’ai senti, même physiquement, hier déjà et plus encore aujourd’hui, dans cette grande salle du casino, la peur. Comment vous dire... la peur panique, la peur terreur, la « folie de peur » de tous les autres, du plus grand nombre, du « marais », de ces anonymes des travées d’assemblée, de toutes les régions de votre pays, des campagnes comme des villes, des colonies comme de métropole, de la droite comme de la gauche, soudain prêts à tout. Prêts à tout, à tout admettre, à tout voter, à tout approuver, pour enfin, et surtout, ne plus avoir peur ! Tout céder s’il le faut pour ne plus être là, disparaître sous terre si nécessaire, fuir, s’évaporer, échapper à toute responsabilité, se rassurer à l’idée d’avoir enfin « bien fait », se débarrasser de leur mandat à tout prix, sur n’importe qui et n’importe comment, se fondre dans la masse, ne pas être celui qui lève la main, ne surtout pas être celui qui se distinguerait, sauver sa peau...

La pratique « normale » de votre République, implique bien, effectivement, que le Président de la République signe et promulgue les lois votées. Plus rien cependant n’est « normal » Monsieur le Président ce soir, vous le sentez, vous le voyez très bien !... Et donc, je vous en prie encore une fois, ne signez pas. La Pologne, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark, la Tchécoslovaquie, l’Autriche, n’existent plus ou sont occupés. En un an, la moitié de l’Europe a disparu sous la botte d’Hitler ! Soixante mille soldats Français et plus de dix mille Belges ou Hollandais se sont fait tuer en un mois et demi. C’est davantage encore, par jour, je crois, que durant la Grande Guerre ! Contrairement à ce que racontent certains, y compris parmi ceux qui auraient dû les conduire et les commander aux combats, tous ces hommes n’ont ménagé ni

leur peine, ni leur sang, vous le savez... Votre fils Jean vous l'a dit, écrit, et vous l'avez vu vous-même.

Des millions de gens sont sur les routes, démunis et tout, affamés, parfois mitraillés depuis le ciel, sans nouvelles de leurs proches, de leur quartier, de leurs voisins, de leur fils ou de leur père ; des centaines de milliers de soldats sont prisonniers, à la main des Allemands et des Soviétiques. Vous avez dû accepter, le 22 juin – de force déjà vous le savez bien au fond de vous – un armistice humiliant où la moitié de la France est occupée, votre flotte bloquée à quai, quand elle n'est pas elle-même attaquée par les Anglais pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi comme il y a six jours à Mers el-Kébir, l'Alsace Lorraine de nouveau annexée à l'Allemagne, votre empire colonial à la merci des Italiens et déjà attaqué par les Japonais, sans compter les plus deux cents millions à payer aux Allemands par jour ! Qu'y a-t-il d'encore vraiment de « normal » après tout cela... Comment peut-on encore vouloir vous enfermer dans une « normalité » de vos institutions qui n'existe tout bonnement plus ?

Mais le pire n'est peut-être pas encore là : vous avez vu, comme moi derrière ma machine à écrire et mes cartons d'archives – brinqueballés en trois mois de Paris au Château de Cangé à Saint Avertin en Touraine, puis de Bordeaux à Royat, enfin ici, et nous avons failli atterrir à Pau ! – se lever parmi vos généraux et vos hommes politiques un étrange ballet de défaitistes, de peureux, de traîtres même pour certains... Vous le sentiez bien et vous le disiez même parfois à M Magre ou à votre directeur de cabinet, M Ferry. Je le voyais même quelquefois dans vos yeux : la défaite n'a pas été forcément une « terrible surprise » ou une « mauvaise nouvelle » pour eux... Du moins, elle semble leur ouvrir de nouvelles perspectives de carrière, de nouveaux postes, du pouvoir ! Vous avez même senti le mot terrible de « trahison » vous venir aux lèvres, m'a dit M Magre avec un dégoût partagé, lors de cet abominable conseil des ministres du 22 juin, à 1 heure ou 2 du matin, quand le Maréchal, Baudoin et Weygand vous ont littéralement fait « avaler » les termes d'un armistice dont personne ne voulait huit jours avant.

Ils étaient de gauche ou de droite, peu importe ; sont parfois bardés de galons